



Syndicat National **FORCE OUVRIÈRE**
des Personnels de Préfecture

*LA FORCE
DE L'INDÉPENDANCE*

**Journée Nationale d'action à Paris
2 octobre 2008**

**Bourse du Travail - Place de la République
Pour la sauvegarde du Service Public,
des préfectures et des sous-préfectures**

MOTION

Adoptée en assemblée générale extraordinaire

Dans le cadre de la journée nationale d'action du 2 octobre à Paris décidée par FO pour la sauvegarde du Service Public, des préfectures et sous-préfectures,

Et dans la poursuite des résolutions adoptées à l'unanimité lors du Congrès de Ronce-les-Bains le 11 octobre 2007,

LE CONGRES du syndicat national **FORCE OUVRIERE** des personnels de préfecture, réuni en session extraordinaire à Paris ce jour, jeudi 2 octobre 2008 à la Bourse du Travail et sur la place de la République

RAPPELLE son attachement indéfectible aux principes républicains d'unité, de neutralité, d'égalité et de laïcité

EXIGE le maintien des statuts des personnels de la Fonction Publique qui garantissent le respect de ces principes et qui ont été élaborés pour garantir aux citoyens la neutralité de la Fonction Publique et l'égalité de traitement et d'accès aux services publics républicains

LES OBJECTIFS et EFFETS DE LA REVISION GENERALE DES POLITIQUES PUBLIQUES (RGPP)

Face à ce que le Gouvernement présente comme une réorganisation de l'administration territoriale de l'Etat plus lisible et plus adaptée aux besoins des citoyens, **FORCE OUVRIERE** répond que la RGPP (révision générale des politiques publiques) est une arme de destruction massive qui n'a qu'un seul objectif : la réduction drastique « par tous les moyens » de la dépense publique au détriment du service public et des valeurs républicaines qui s'y rattachent

FORCE OUVRIERE n'est pas, par principe, opposée à des mesures de modernisation mais **REFUSE** catégoriquement que, sous ce couvert, soit organisé un véritable déménagement du territoire déjà largement engagé (cartes judiciaire, militaire, hospitalière, bureaux de Poste, perceptions...)

C'est pourquoi, **LE CONGRES** du syndicat national **FORCE OUVRIERE** des personnels de préfecture, réuni en session extraordinaire à Paris ce jour, jeudi 2 octobre 2008 à la Bourse du Travail et sur la place de la République

CONDAMNE la RGPP, créée pour détruire les services publics républicains

CONDAMNE la réduction drastique des budgets de toutes les administrations de l'Etat

DENONCE la réorganisation territoriale de l'Etat privilégiant l'échelon régional, au détriment des services départementaux et infra départementaux condamnés à disparaître

REFUSE l'extermination des sous-préfectures à terme, car vidées de leurs missions et donc de leur personnel

REFUSE le dépeçage et la liquidation programmée des préfectures morcelées, éclatées, dispersées, réduites à la portion congrue, par l'allègement voire la suppression de leurs tâches essentielles ainsi que leur transfert et leur externalisation

DENONCE le vaste plan social déguisé mis en œuvre à travers la « boîte à outils RGPP » (réorientation professionnelle, disponibilité d'office, mobilités forcées et incitations financières au départ, généralisation du cumul d'emplois permanents à temps non complet, recours massif aux contractuels et à l'intérim...)

DENONCE les simulacres de concertation avec les représentants des personnels qui ne s'inscrivent pas dans un dialogue social constructif puisque toutes les décisions sont prises en amont par les autorités et donc sans aucune possibilité de réelle négociation

ALERTE les citoyens, les élus, et l'ensemble des salariés :

- sur ce désengagement de l'Etat qui va largement contribuer à la désertification en milieu rural et élargir les inégalités entre les populations
- sur les projets de transfert des missions de service public vers des sociétés privées mercantiles et pour lesquelles aux principes d'égalité, de solidarité et de fraternité seront substitués des objectifs de rentabilité et donc de coûts plus élevés pour les usagers devenus clients
- sur les projets de modifications des limites d'arrondissements, de la suppression des départements, de « jumelage » de régions.... Avec pour but d'éloigner les services publics des usager

EXIGE

- l'arrêt immédiat de cette véritable casse des Services Publics
- l'arrêt immédiat des suppressions d'effectifs dans la Fonction Publique
- l'arrêt immédiat de la stigmatisation des fonctionnaires dont le sens du service public et les qualités professionnelles sont reconnus par les usagers, enquête après enquête, sondage après sondage
- le maintien des missions et des effectifs en particulier en préfecture et sous-préfecture
- l'obtention des moyens budgétaires indispensables correspondants pour ce faire et pour améliorer les conditions de vie et de travail des agents, en leur garantissant de véritables revalorisations de carrières, l'augmentation de leur traitement et l'alignement de leur régime indemnitaire sur celui de leurs collègues d'administration centrale.

LE CONGRES MANDATE le conseil syndical national pour porter cette motion et les revendications exprimées devant les plus hautes autorités de l'Etat et les représentants élus de la Nation.



Adoptée à l'unanimité